



Avec les listes LCR-LO

Sanctionnez le gouvernement, dans la rue et dans les urnes...

Ce gouvernement n'a rien entendu, ni compris. Il est sourd au mécontentement qui s'est exprimé lors des élections régionales, au festival de Cannes ou, aussi, tous les jours, sur les lieux de travail. Avec mépris et arrogance, Raffarin continue, comme si de rien n'était, à prôner le dialogue social pour faire passer ses mauvais coups.

Mercredi dernier, le gouvernement a entériné le projet de loi visant à la privatisation d'EDF-GDF, privatisation rebaptisée « ouverture du capital », comme le fit, en son temps, la gauche pour Air France.

Douste-Blazy, lui, a annoncé ses attaques contre la Sécu, soumises, ensuite, à la discussion avec les organisations syndicales pour essayer de freiner la mobilisation. Mais il n'a rien à négocier.

REJETER LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Oui, il n'y a rien à négocier dans les mauvais coups du gouvernement. La privatisation du service public de l'électricité et du gaz n'est pas acceptable pour les salariés d'EDF-GDF, comme pour l'ensemble de la population. Elle signifie une dégradation des conditions de travail, comme de la qualité du service, voire de la sécurité.

La réforme de la Sécu par Douste-Blazy est tout aussi inacceptable. Elle se résume à des attaques contre les assurés. Ce sont eux qui paieront l'essentiel de la contribution d'1 Euro, prélevée sur chaque consultation, comme l'augmentation scandaleuse d'1 Euro du forfait hospitalier. Ce sont eux qui sont visés dans la chasse aux arrêts maladie. Non content de taxer les travailleurs, l'Etat voudrait les culpabiliser.

Les patrons, eux, ne paieront quasiment rien et continueront à bénéficier des largesses de l'Etat sous forme d'exonération de cotisations.

Pourtant, ce sont eux les responsables du prétendu déficit de la sécu : de 1992 à 2002 l'Etat a offert aux patrons 113,7 milliards d'Euros d'exonérations ! De quoi combler largement ce déficit !

Mais pour Raffarin, Sarkozy, Douste-Blazy, il n'est pas question de toucher à l'argent de leurs commanditaires.

VERS UNE MOBILISATION UNITAIRE

Pour rejeter cette politique, les salariés ne peuvent pas compter sur le Parti socialiste, trop soucieux de préparer...

l'élection présidentielle de 2007 ! Les directions des grandes confédérations syndicales, quant à elles, se prêtent par trop complaisamment au faux jeu du dialogue social avec le gouvernement. Pourtant il est clair que ce dernier cherche à gagner du temps, à les paralyser, à leur faire cautionner ses projets. Il est clair que seule une mobilisation d'ensemble pourrait lui faire entendre raison.

Les syndicats d'EDF-GDF appellent le 27 mai à une journée de grève et de manifestations contre la privatisation. Les cheminots s'y joignent, comme les postiers ou les travailleurs de la construction... Cette journée doit être un succès et préparer la grève pour imposer le retrait du projet.

Le 5 juin, la CGT, la FSU, UNSA, le G10 appellent à des manifestations pour la défense de la Sécu. Plus elles seront puissantes et massives, plus elles contribueront à créer les conditions d'un mouvement d'ensemble, plus fort encore que pour les retraites, à préparer une grève générale pour faire reculer le gouvernement.

PAR LE VOTE ET PAR LA LUTTE...

Les travailleurs peuvent faire pression, agir, nombreux, dans le sens de la défense de leurs intérêts pour impulser et construire la mobilisation. Ils peuvent aussi, pour cela, se servir de leur bulletin de vote à l'occasion des élections européennes du 13 juin, en votant pour les listes LCR-LO.

Voter LCR-LO, ce sera rejeter la politique réactionnaire du gouvernement sans cautionner la politique du PS. Ce sera faire de son bulletin de vote un encouragement pour les mobilisations, dire que les travailleurs n'ont pas l'intention, eux, d'attendre 2007.

Faire entendre les intérêts de la population, c'est sanctionner Chirac-Raffarin et dire non à l'Europe des patrons, c'est voter LCR-LO, pour la solidarité des salariés et des peuples, pour l'Europe des travailleurs.

Le 24/05/04